Est-il encore temps d'empÃacher l'exploitation miniÃ"re des fonds marins ?

Dossier de

de /> la rédaction de H2o November 2023

La France organisera avec le Costa Rica la prochaine Conférence des Nations unies sur les océans : elle se tiendra à Nice en juin 2025. L'enjeu du rendez-vous est crucial : il s'agit de faire adopter formellement un moratoire sur l'exploitation miniÃ"re des grands fonds marins, afin de protéger l'écosystÃ"me des océans et de freiner le réchauffement climatique. Un engagement sur lequel la France s'est affichée à la pointe, du moins dans le discours : le président Macron avait déclaré vouloir faire de la protection de l'Océan une priorité de son mandat. Sa position a toutefois varié demeure ambiguë. Mais le pays apparaît aussi, pour l'instant, trop isolé à défendre le sujet sur la scÃ"ne internationale. Deux logiques opposées s'affrontent actuellement concernant les fonds marins, derniÃ"re "frontiÃ"re" de la planÃ"te qui ne soit pas encore totalement explorée. D'un cÃ′té, la logique commerciale et prédatrice des multinationales miniÃ"res, de l'autre la logique humaniste qui considÃ"re les fonds marins et le sous-sol des océans comme un patrimoine appartenant à toute l'humanité. Et à ce titre estime qu'ils doivent être gérés par l'ONU et ses agences, dans l'esprit du multilatéralis et du bien commun. Laquelle l'emportera ?

Chloé Maurel, SIRICE Université Paris I/Paris IVÂ -Â The Conversation